Déclaration de Madrid

Déclaration adoptée par les participants à la conférence européenne qui s'est tenue à Madrid le 14 avril 1989 et intégrée à la profession de foi des 5 listes présentées en France, Allemagne, Belgique, Espagne et Portugal sous le sigle *« Pour l'Europe des travailleurs et de la démocratie »*, et sur une plateforme commune.

Nous soussignés, participant ou soutenant les listes *« Pour l'Europe des travailleurs et de la démocratie »* constituées sur mandat de la Conférence européenne de Berlin (1er et 2 octobre 1988), au nom des participants de 9 pays réunis à Madrid le 14 avril, nous estimons de notre devoir de donner ouvertement et clairement notre point de vue sur les élections européennes du 18 juin prochain, de dire comment nous jugeons la politique des gouvernements membres de la CEE et, ce qui est plus important, l'issue pour laquelle les masses populaires des villes et des campagnes peuvent et doivent s'engager pour, dans l'unité des travailleurs et des organisations, faire échec aux plans de la CEE.

Travailleurs, agriculteurs, jeunes,

Votre propre expérience de la vie confirme les « réalités » décidées par les douze gouvernements de toutes couleurs politiques associés dans la CEE sous la présidence aujourd'hui de Gonzalez, demain de Mitterrand, et par la commission permanente dirigée par J. Delors, lui aussi « socialiste » ; pour vous : suppressions d'emplois déguisées en plans de reconversion, flexibilité, attaques contre la protection sociale et les systèmes d'instruction publique, fiscalité aggravée pour les salariés, les petites entreprises et les petits paysans, mesures intolérables contre les travailleurs immigrés, pour nous exploiter plus encore, démantèlement des conventions collectives et des statuts garantissant les droits pour généraliser le travail précaire, gel des terres, quotas laitiers...

Voilà l'Europe de 92, qui d'ores et déjà est mise en place. Voilà « leur Europe sociale », l'Europe des grands capitalistes, des grands propriétaires fonciers, l'Europe de la spéculation.

•

Nous affirmons clairement : le Parlement européen et les douze gouvernements européens de toutes couleurs politiques, associés à la CEE et représentés à Bruxelles, n'ont de cesse de remettre en cause notre droit au travail, le droit aux études, l'avenir de la jeunesse. Les douze gouvernements ont décidé avec la CEE de remettre en question l'interdiction du travail de nuit des femmes, et d'imposer le travail le dimanche.

Nous affirmons clairement : le Parlement européen n'est qu'un simulacre de la représentation populaire, le Parlement européen n'est qu'un subterfuge mis en place par les gouvernements contre les travailleurs.

Nous disons : tout parti qui se réclame de la classe ouvrière et de la démocratie qui lie son sort à la CEE ne fera que lier son sort à la politique de contre-réformes dictées par le grand capital, qui vise à enchaîner toutes les organisations ouvrières, et plus particulièrement les syndicats, aux mesures dictées par le grand capital.

Encore un mot. Vous êtes en droit de poser la question : alors, pourquoi vous qui condamnez l'Europe du capital, présentez-vous des listes aux élections à un Parlement dont vous dites vous-mêmes qu'il est là pour multiplier obstacles, mensonges et duperies ?

Nous avons pesé cette objection, et après en avoir discuté, nous avons estimé devoir présenter des listes pour appeler les travailleurs et les jeunes à prendre en mains leur propre sort. La marche des récents événements met à l'ordre du jour la grève générale, unifiant les travailleurs et les organisations. La grève générale d'Espagne du 14 décembre a montré la voie : la mobilisation de toute la population laborieuse a réalisé l'unité des organisations, qui a contraint le gouvernement Gonzalez à retirer son projet de loi généralisant le travail précaire. C'est là un premier pas dans la voie d'une grève générale d'avertissement de 24 heures dans toute l'Europe dans l'unité des travailleurs et de leurs organisations.

•

Nous présentons des listes pour, sous une forme à débattre dans chaque pays, constituer les plus larges comités de soutien dans les entreprises, les localités, qui comme en France, ont décidé d'organiser une manifestation nationale à Paris, contre le travail précaire.

Nous avons décidé de mener campagne pour l'unité des travailleurs et de leurs organisations, afin d'avancer vers la constitution de véritables gouvernements représentatifs des intérêts de la majorité, de gouvernements ouvriers et paysans, de l'Alliance des gouvernements ouvriers et paysans, qui pourront réaliser contre l'Europe des capitalistes et de la bureaucratie l'Europe des travailleurs et de la démocratie.

Une Europe où sera garanti le droit à l'autodétermination des peuples, une Europe solidaire avec les travailleurs du monde entier et les peuples opprimés par le FMI et la Banque mondiale.

● *Adoptée à Madrid, le 16 avril 1989*

José Miguel Villa, tête de liste, membre de l'UGT, militant du POSI (Etat espagnol), **Josep Serra i Estruch**, président de l'Alliance de la Démocratie et du Socialisme (Etat espagnol), **Silvino Gomez**, président du Parti socialiste fédéral (Etat espagnol), **Juan Penalva**, président de la Gauche républicaine (Etat espagnol), **Wolfgang Kolditz**, délégué syndical de l'IG-Metall-Krupp-Rheinhausen, membre du SPD (Allemagne), **Werner Uhde**, rédacteur de *Sozialistische Arbeiterzeitung*, ISA (Allemagne), **Holger Lüttich**, porte-parole régional des lycéens de LEP (Allemagne), **Annegret Schüle**, étudiante, Regroupement pour une organisation indépendante de la jeunesse (Allemagne), **Marc Lambert**, candidat sur la liste (Belgique), **Marc Gauquelin**, tête de liste (France), **Yvon Rocton**, militant syndicaliste (France), **Daniel Gluckstein**, membre du bureau national du Mouvement pour un parti des travailleurs (France), **Martine Debat**, médecin (France), **Hossein Zahir**, syndicaliste étudiant, Université de LSE, membre de la Student Union (Grande-Bretagne), **Dimitris Koumas**, syndicaliste, Union pan-hellénique des agronomes-ingénieurs fonctionnaires d'Etat (Grèce), **Dimitris Asteriou**, éditeur du *Bulletin pour les questions du socialisme* (Grèce), **Hélène Asteriou**, traductrice, syndicaliste (Grèce), **Georges Adamidis**, notaire (Grèce), **Alberto Pian**, syndicaliste enseignant CGIL (Italie), **Carmelinda Pereira**, syndicaliste enseignante (Portugal), **Daniel Guateiro**, syndicaliste métallurgiste (Portugal), **Antonio Herranz**, syndicaliste hospitalier (Lausanne-Suisse).

Imprimerie Infotec 2 000 - Paris